

Les crédits

travailler pour un salaire minimum, sans convention, sans protection et sans avantages sociaux, pour 4 à 5 \$ l'heure.

J'aimerais bien savoir ce qu'en pense mon collègue.

M. Karpoff: Monsieur le Président, la question est très pertinente, surtout pour ceux d'entre nous à Surrey où nous avons vu ce qui arrive avec la privatisation des bureaux de poste.

Nous avions un Shoppers Drug Mart qui comportait un comptoir postal. Certaines des employées y avaient travaillé pendant onze ans. Elles gagnaient 9 \$ l'heure, pas beaucoup, mais c'était mieux que 5 \$ l'heure. Un nouveau propriétaire prend la direction du magasin et, au mépris de ces femmes qui avaient travaillé là onze ans, décrète qu'elles doivent accepter une baisse générale des salaires, que leurs heures de travail seront limitées de sorte que les employées à long terme n'auront que du travail à temps partiel et que des amis du propriétaire viendront travailler le reste du temps.

Ces femmes se sont organisées et se sont mises en grève. Pour donner une leçon à ces femmes et pour veiller à ce que les employés d'autres comptoirs postaux ne se syndiquent pas, les propriétaires de la chaîne de pharmacies les ont laissées en grève durant neuf ans et ont fini par fermer la succursale entière pour faire en sorte que des femmes n'acquièrent pas le droit fondamental à la libre négociation collective dans le service postal.

Cela se produit de façon répétée d'un bout à l'autre du pays.

Je suis d'accord avec mon collègue. Si nous voulons vraiment protéger les droits des femmes, l'un de ces droits à protéger est le droit fondamental à la libre convention collective et à un salaire raisonnable.

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, ce n'est pas difficile de prendre la parole à la Chambre pour appuyer cette motion qui condamne le gouvernement de n'avoir pas su protéger ni promouvoir les droits fondamentaux des Canadiennes, comme en témoigne en particulier le budget de 1992.

Si le gouvernement avait vraiment l'intention de permettre aux femmes de notre pays de jouir pleinement de tous leurs droits, d'avoir toute la protection qui leur est due et de bénéficier de toutes les possibilités d'emploi auxquelles elles ont droit, il élaborerait un plan favorisant la réalisation de ces objectifs.

Ce plan assurerait qu'il y ait un système adéquat de garderies dans tout le pays afin que les femmes qui élèvent des enfants aient accès à des services de garde

d'enfants de bonne qualité à prix abordable, à l'égard desquels elles exerceraient un certain contrôle, et afin qu'elles puissent ainsi profiter des possibilités qui s'offrent à elle sur le marché du travail.

En 1988, le premier ministre a reconnu, à la Chambre, l'importance des services de garde d'enfants à cet égard. Il a dit: «L'un des facteurs les plus importants qui contribuent à perpétuer l'inégalité des femmes dans ce pays, c'est le manque de services de garde d'enfants qui soient flexibles, de bonne qualité et à prix abordable.»

Ce même jour du mois d'août 1988, il a dit: En créant 200 000 places de plus dans des garderies de bonne qualité, nous permettrons à beaucoup plus de mères d'être actives sur le marché du travail.» Pourtant, que fait le gouvernement dans ce budget? Fait-il au moins semblant de s'intéresser encore aux garderies? Commence-t-il au moins à mettre en oeuvre au Canada ce programme national de garderies qu'il nous promet depuis 1984 afin de permettre aux femmes de prendre la place qui leur revient sur le marché du travail?

Dans ce budget, le gouvernement admet enfin ce que la plupart d'entre nous savaient depuis longtemps, soit qu'il n'a pas l'intention de mettre en oeuvre un programme national de services de garde d'enfants de bonne qualité à prix abordable. En fait, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, le responsable de ce programme, a reconnu à la Chambre: «J'ai le privilège d'être l'exécuteur du programme de garderies.» Ce n'est pas lui qui va mettre ce programme sur pied.

Le gouvernement s'est engagé il y a longtemps, dès 1984, à mettre en place un programme de garderies que tous reconnaissent comme étant indispensable à l'amélioration des droits des femmes au Canada, y compris le gouvernement, de temps à autre.

En sonnant le glas du programme de garderies, le gouvernement a fait l'objet de critiques dont on ne saurait se surprendre d'un océan à l'autre. À Vancouver, quelqu'un qui travaille dans le milieu des garderies a dit ceci: «Cette annonce ne me surprend pas du tout. Ce qui me déçoit énormément, c'est que les conservateurs ne comprennent tout simplement pas la situation des familles et des enfants au Canada.»

Une mère de Winnipeg qui élève seule un enfant de 4 ans a dit ceci: «Je pense que le gouvernement s'en fiche éperdument. S'il se préoccupait des enfants, il ferait quelque chose pour nous aider.»

La directrice de l'Association manitobaine d'aide à l'enfance a dit ceci: «Maintenant, nous connaissons clairement la position du gouvernement. Il a choisi de ne pas aider les femmes qui travaillent.»